

TRADUCTION

F. 2001 — 3548

[C — 2001 /36383]

**12 OCTOBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement flamand
fixant la capacité des institutions communautaires d'assistance spéciale à la jeunesse**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 12 décembre 1990 relatif à la politique administrative, notamment les articles 31 et 32;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 5 octobre 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose de prendre d'urgence des mesures afin d'optimiser l'accès à l'aide fournie par les institutions communautaires d'assistance spéciale à la jeunesse, de sorte que cette capacité d'aide puisse être affectée en priorité à l'accueil de mineurs dont le comportement présente des risques sérieux pour la société; qu'il y a lieu de s'accorder d'urgence avec les magistrats chargés des affaires de jeunes, en vue de pallier aux conséquences de l'impossibilité de placer, à partir du 1^{er} janvier 2002, des mineurs dans une maison d'arrêt;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. La capacité maximale des institutions communautaires d'assistance spéciale à la jeunesse est fixée comme suit :

1° l'institution communautaire « De Kempen » : 40 places fermées pour garçons en régime éducatif « De Hutten » et 62 places ouvertes pour garçons en régime éducatif « De Markt »;

2° l'institution communautaire « De Zande » : 76 places ouvertes pour garçons en régime éducatif « Ruiselede » et 40 places fermées pour filles en régime éducatif « Beernem ».

Art. 2. Dans les limites de la capacité maximale visée à l'article 1^{er}, une capacité tampon est organisée qui est réservée de préférence à l'exécution des mesures d'accueil en régime éducatif fermé, prononcées par le juge ou le tribunal de la jeunesse à l'égard des personnes âgées de vingt ans au maximum, qui ont commis un fait qualifié infraction.

Pour l'usage efficace de cette capacité tampon :

1° le Ministre flamand compétent pour l'Assistance aux Personnes détermine quels faits qualifiés infraction doivent avoir été commis par les personnes visées au premier alinéa pour qu'elles puissent se voir attribuer une place appartenant à la capacité tampon, ainsi que les autres conditions susceptibles de donner lieu à l'attribution de telles places aux personnes précitées;

2° le ministre visé au point 1° détermine, en fonction des besoins, le nombre de places considérées appartenir à la capacité tampon.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Art. 4. Le Ministre flamand qui a l'Assistance aux Personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 octobre 2001.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAEL

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances,

Mme M. VOGELS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 3549

[C — 2001/27723]

14 NOVEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en vue de déterminer les conditions de délivrance en zone forestière du permis visé à l'article 36, alinéa 3, dudit Code

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 36, alinéa 3, remplacé par le décret du 27 novembre 1997;

Vu l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, rendu le 30 mai 2001;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, rendu le 24 avril 2001;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 31.366/4 du Conseil d'Etat donné le 17 octobre 2001, en application à l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le titre 1^{er} du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, il est inséré un chapitre XXIV rédigé comme suit :

« Chapitre XXIV. — Des conditions de délivrance en zone forestière du permis relatif aux constructions indispensables à la surveillance des bois, à leur exploitation et à la première transformation du bois, à la pisciculture et aux refuges de chasse et de pêche.

Art. 452/36. Des constructions indispensables à la surveillance des bois.

Sont seuls autorisés les postes d'observation indispensables à la surveillance des bois.

Le projet doit remplir les conditions suivantes :

- 1° aucune modification du relief du sol ni drainage n'est réalisé;
- 2° l'emprise au sol est de dix mètres carrés maximum;
- 3° les élévations, si elles sont indispensables, sont réalisées à claire-voie;
- 4° le poste d'observation est réalisé en bois avec, le cas échéant, une toiture sombre et mate;
- 5° seul un produit de protection de couleur sombre peut y être appliqué.

Art. 452/37. Des constructions indispensables à l'exploitation des bois.

Sont seuls autorisés les hangars destinés à abriter le matériel nécessaire à l'exploitation des bois.

Le projet doit remplir les conditions suivantes :

1° dans les bois bénéficiant du régime forestier, il doit être établi sur une parcelle occupée par l'habitation de fonction de l'agent technique du triage concerné ou par tout autre bâtiment dont dispose la Division de la Nature et des Forêts; dans le cas contraire, l'impossibilité de l'ériger sur une telle parcelle doit être techniquement démontrée;

2° dans les bois ne bénéficiant pas du régime forestier, il ne peut être érigé que dans la mesure où le demandeur de permis est propriétaire d'au moins vingt-cinq hectares de bois d'un seul tenant au sein duquel le hangar est érigé;

3° il est constitué d'un seul volume simple, sans étage, comportant une toiture à deux versants de même pente et ses élévations sont réalisées en bois;

4° aucune modification du relief du sol ni drainage n'est réalisé;

5° il est accessible au moins par un chemin carrossable sur lequel la circulation des véhicules est autorisée par ou en vertu du Code forestier;

6° seul un produit de protection de couleur sombre peut y être appliqué.

Art. 452/38. Des constructions indispensables à la première transformation du bois.

Sont seuls autorisés les équipements nécessaires au stockage, au sciage, au séchage, à l'écorçage ou au rabotage du bois.

Le projet doit remplir les conditions suivantes :

1° il est implanté en lisière d'une zone forestière ne présentant qu'un faible intérêt sylvicole, biologique, hydrologique ou paysager;

2° il est situé à front d'une voirie suffisamment équipée en eau et en électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante compte tenu de la capacité de traitement de l'entreprise.

Art. 452/39. De la pisciculture.

Sont seuls autorisés les établissements piscicoles qui consistent en des étangs, des bassins, des locaux techniques et des équipements connexes nécessaires à l'élevage et à la production de poissons.

Les bâtiments d'exploitation sont constitués de volumes simples, sans étage, comportant une toiture à deux versants de même pente. Les élévations sont réalisées en matériaux naturels.

Pour autant qu'il fasse partie intégrante de l'exploitation, le logement de l'exploitant dont la pisciculture constitue la profession peut être admis si l'entreprise justifie au moins une unité de main d'œuvre.

Le projet doit remplir les conditions suivantes :

1° il est accessible au moins par un chemin carrossable sur lequel la circulation des véhicules est autorisée par ou en vertu du Code forestier;

2° être implanté dans un site ne présentant qu'un faible intérêt sylvicole, biologique ou hydrologique.

Art. 452/40. Des refuges de chasse.

Un seul refuge peut être autorisé par territoire de chasse.

Le projet doit remplir les conditions suivantes :

1° il ne peut dépasser vingt-cinq mètres carrés de surface au sol;

2° il est constitué d'un seul volume simple, sans étage, avec une toiture sombre et mate à deux versants de même pente;

3° ses élévations sont réalisées en bois et seul un produit de protection de couleur sombre peut y être appliqué;

4° il est accessible au moins par un chemin carrossable sur lequel la circulation des véhicules est autorisée par ou en vertu du Code forestier.

Art. 452/41. Des refuges de pêche.

Les refuges de pêche ne peuvent être admis qu'au bord d'étangs préexistants naturels ou autorisés.

Les refuges de pêche ne peuvent être autorisés que s'ils sont situés au bord d'étang ou groupe d'étangs d'une superficie de dix ares minimum.

Un seul refuge peut être admis au bord d'un étang ou groupe d'étangs.

Le projet doit remplir les conditions suivantes :

1° il ne peut dépasser vingt-cinq mètres carrés de surface au sol;

2° il est constitué d'un seul volume simple, sans étage, avec une toiture sombre et mate à deux versants de même pente;

3° ses élévations sont réalisées en bois et seul un produit de protection de couleur sombre peut y être appliqué.

Art. 452/42. Toute demande de permis et tout permis d'urbanisme relatif aux activités visées aux articles 452/36 à 452/41 est formellement motivé au regard de l'incidence de ces activités sur la flore, la faune et le débit et la qualité des cours d'eau.

La préservation des caractéristiques d'un site voisin reconnu sur pied de la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973 ou des directives 79/409/CEE et 92/43/CEE ne peut être mise en péril. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 novembre 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

—

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 3549

[C - 2001/27723]

14. NOVEMBER 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe zur Bestimmung der Bedingungen für die Erteilung der in Artikel 36, Absatz 3 des Gesetzbuches erwähnten Genehmigung in einem Forstgebiet

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des durch das Dekret vom 27. November 1997 ersetzten Artikels 36, Absatz 3;

Aufgrund des am 30. Mai 2001 abgegebenen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung;

Aufgrund des am 24. April 2001 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates abzugebendes Gutachten innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 17. Oktober 2001 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 31.366/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Beschließt:

Artikel 1 - In Titel I von Buch IV des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird ein Kapitel XXIV mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Kapitel XXIV - Bedingungen für die Erteilung in einem Forstgebiet der Genehmigungen bezüglich der erforderlichen Bauten für die Überwachung der Wälder, die Forstbewirtschaftung und die erste Verarbeitung des Holzes, für die Fischzucht und die Angler- und Jägerunterkünfte.

Art. 452/36 - Erforderliche Bauten für die Überwachung der Wälder

Erlaubt werden nur die Beobachtungsstellen, die für die Überwachung der Wälder unerlässlich sind.

Das Projekt muss die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° es wird weder eine Veränderung des Bodenreliefs noch eine Dränierung vorgenommen;

2° die Grundfläche beträgt höchstens 10 m²;

3° das aufgehende Mauerwerk, wenn es unerlässlich ist, wird als Lattenwerk gebaut;

4° die Beobachtungsstelle wird aus Holz ggf. mit einem dunklen und matten Dach gebaut;

5° nur ein dunkelfarbiges Schutzprodukt darf darauf aufgetragen werden.

Art. 452/37 - Erforderliche Bauten für die Bewirtschaftung der Wälder

Erlaubt werden nur die Schuppen, die zum Unterstellen des für die Bewirtschaftung der Wälder erforderlichen Materials bestimmt sind.

Das Projekt muss die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° in Wäldern, die unter das Forstrecht fallen, muss es auf einer Parzelle gebaut werden, auf der die Dienstwohnung des technischen Bediensteten des betroffenen Forstreviers oder jegliches Gebäude, über das die Abteilung Natur und Forstwesen verfügt, gelegen ist; ansonsten muss technisch bewiesen werden, dass der Bau auf einer solchen Parzelle unmöglich ist;

2° in Wäldern, die nicht unter das Forstrecht fallen, darf es nur gebaut werden, wenn der Antragsteller der Genehmigung Eigentümer von mindestens fünfundzwanzig Hektar an einem Stück in dem Wald ist, in dem der Schuppen gebaut wird;

3° es besteht in einem einzigen einfachen Volumen ohne Stockwerk mit einem dunklen und matten Satteldach, dessen Flächen gleicher Neigung sind, und sein aufgehendes Mauerwerk besteht aus Holz;

4° es wird weder eine Veränderung des Bodenreliefs noch eine Dränierung vorgenommen;

5° Es ist mindestens durch einen fahrbaren Weg zugänglich, auf dem der Verkehr von Fahrzeugen durch oder aufgrund des Forstgesetzbuches erlaubt wird;

6° nur ein dunkelfarbiges Schutzprodukt darf darauf aufgetragen werden.

Art. 452/38 - Erforderliche Bauten für die erste Holzverarbeitung der Wälder.

Erlaubt werden nur die Ausrüstungen, die für die Lagerung, das Sägen, die Trocknung, das Entrinden oder das Hobeln des Holzes erforderlich sind.

Das Projekt muss die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° sein Standort ist am Rande eines Forstgebiets mit geringem Interesse in waldbaulicher, biologischer, hydrologischer oder landschaftlicher Hinsicht vorgesehen;

2° es befindet sich direkt an einer Straße mit ausreichender Strom- und Wasserversorgung, die einen festen Belag und eine ausreichende Breite unter Berücksichtigung der Behandlungskapazität des Betriebs hat.

Art. 452/39- Fischzucht.

Erlaubt sind nur die Fischzuchtanlagen, die in Teichen, Becken, technischen Räumen und Nebenausrüstungen bestehen, die für die Zucht und Erzeugung von Fischen notwendig sind.

Die Betriebsgebäude bestehen aus einfachen Volumen ohne Stockwerk mit einem Satteldach, dessen Flächen gleicher Neigung sind. Die aufgehenden Mauerwerke sind aus natürlichen Materialien gebaut.

Soweit sie vollständig zum Betrieb gehört, ist die Wohnung des Betriebsleiters, dessen Beruf die Fischzucht ist, in dem Gewerbegebiet gestattet, wenn im Betrieb mindestens eine Arbeitskraftseinheit nachgewiesen werden kann.

Das Projekt muss die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° Es ist mindestens durch einen fahrbaren Weg zugänglich, auf dem der Verkehr von Fahrzeugen durch oder aufgrund des Forstgesetzbuches erlaubt wird;

2° sein Standort ist in einer Landschaft mit geringem Interesse in waldbaulicher, biologischer oder hydrologischer Hinsicht vorgesehen.

Art. 452/40 - Jägerunterkünfte.

Es darf nur eine einzige Jägerunterkunft je Jagdgebiet erlaubt werden.

Das Projekt muss die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° es darf 25 m² am Boden nicht überschreiten;

2° es besteht aus einem einzigen einfachen Volumen ohne Stockwerk mit einem dunklen und matten Satteldach, dessen Flächen gleicher Neigung sind;

3° das aufgehende Bauwerk besteht aus Holz und nur ein dunkelfarbiges Schutzprodukt darf darauf aufgetragen werden;

4° es ist mindestens durch einen fahrbaren Weg zugänglich, auf dem der Verkehr von Fahrzeugen durch oder aufgrund des Forstgesetzbuches erlaubt wird.

Art. 452/41 - Anglerunterkünfte.

Die Anglerunterkünfte dürfen nur an schon bestehenden natürlichen oder zugelassenen Teichen gestattet werden.

Anglerunterkünfte dürfen nur gestattet werden, wenn sie an einem Teich oder an einer Gruppe von Teichen mit einer Fläche von mindestens 10 Ar gelegen sind.

Nur eine Anglerunterkunft darf an einem Teich oder einer Gruppe von Teichen gestattet werden.

Das Projekt muss die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° es darf fünfundzwanzig m² am Boden nicht überschreiten;

2° es besteht in einem einzigen einfachen Volumen ohne Stockwerke mit einem dunklen und matten Satteldach mit Flächen gleicher Neigung;

3° das aufgehende Bauwerk besteht aus Holz und nur ein dunkelfarbiges Schutzprodukt darf darauf aufgetragen werden.

Art. 452/42 – Jeder Genehmigungsantrag und jede Städtebaugenehmigung für in Artikel 452/36 bis 452/41 erwähnte Aktivitäten ist hinsichtlich der Auswirkung dieser Aktivitäten auf die Flora, die Fauna sowie auf die Abflussmenge und die Qualität der Wasserläufe formal zu begründen.

Die Erhaltung der Merkmale einer benachbarten Landschaft, die aufgrund des Gesetzes über die Erhaltung der Natur vom 12. Juli 1973 oder der Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG anerkannt ist, darf nicht gefährdet werden. »

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 3 - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. November 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2001 — 3549

[C – 2001/27723]

14 NOVEMBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium met het oog op de vaststelling van de voorwaarden voor het afleveren van de vergunning geldend voor een bosgebied, bedoeld in artikel 36, derde lid, van bedoeld Wetboek

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 36, derde lid, vervangen bij het decreet van 27 november 1997;

Gelet op het advies van de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), uitgebracht op 30 mei 2001;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), uitgebracht op 24 april 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over de vraag tot adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op advies 31.366/4 van de Raad van State gegeven op 17 oktober 2001, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordacht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Besluit :

Artikel 1. In titel 1 van boek IV van op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt er een hoofdstuk XXIV ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk XXIV. – Voorwaarden voor het afleveren van de vergunning voor bouwwerken in een bosgebied voor het bewaken van de bossen, voor de exploitatie ervan en voor de eerste houtverwerking, voor de visteelt en voor jacht- en vissershutten.

Art. 452/36. Bouwwerken voor het bewaken van de bossen.

Enkel de observatieposten voor het bewaken van de bossen zijn toegelaten.

Het ontwerp moet aan volgende voorwaarden voldoen :

1° het bodemreliëf mag niet gewijzigd en de grond niet gedraineerd worden;

2° de grondinneming bedraagt hoogstens tien vierkante meter;

3° indien opgaande muren onontbeerlijk zijn, moeten ze uit open latwerk bestaan;

4° de observatiepost moet uit hout bestaan met, in voorkomend geval, een donkerkleurig en mat dak;

5° voor de bescherming van het bouwwerk mogen enkel donkerkleurige producten gebruikt worden.

Art. 452/37. Bouwwerken voor het bosbedrijf.

Enkel de hangars die bestemd zijn om het materiaal voor de bosexploitatie in onder te brengen, worden toegelaten.

Het ontwerp moet aan volgende voorwaarden voldoen :

1° in de bossen die onder de bosregeling vallen, moet het opgetrokken worden op een perceel waarop de dienstwoning van het technisch personeelslid van het betrokken gebied of om het even welk gebouw van de Afdeling Natuur en Bossen staat; in het tegenovergestelde geval moet technisch bewezen worden dat het onmogelijk is om het op een dergelijk perceel op te trekken;

2° in de bossen die niet onder de bosregeling vallen, kan het slechts worden opgetrokken voor zover degene die de vergunningsaanvraag heeft ingediend eigenaar is van minstens vijftientig hectaren bos uit één stuk en dat de hangar op die oppervlakte is opgetrokken;

3° het bestaat uit één enkel bouwvolume zonder verdieping, met een hellend dak en opgaande muren uit hout;

4° het bodemreliëf mag niet gewijzigd en de grond niet gedraineerd worden;

5° het is toegankelijk minstens via een berijdbare weg die de voertuigen bij of krachtens het Boswetboek mogen gebruiken;

6° voor de bescherming van het bouwwerk mogen enkel donkerkleurige producten gebruikt worden.

Art. 452/38. Bouwwerken voor de eerste houtverwerking.

Enkel de uitrustingen voor het opslaan, het zagen, het drogen, het ontschorsen en het afschaven van hout worden toegelaten.

Het ontwerp moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° het wordt opgetrokken aan de rand van een bosgebied met een geringe waarde voor de bosbouw, de biologie, de waterbouw of de landschappen;

2° het is langs een weg gelegen die voldoende uitgerust is met water- en elektriciteitsvoorzieningen, van een hard wegdek is voorzien en voldoende breed is rekening houdend met de verwerkingscapaciteit van de onderneming.

Art. 452/39. Visteelt.

Enkel visteeltinrichtingen worden toegelaten, bestaande uit vijvers, kweekvijvers, technische lokalen en daarmee verbonden uitrustingen voor visteelt en -productie.

De bedrijfsgebouwen bestaan uit één enkel bouwvolume zonder verdieping, met een hellend dak. De opgaande muren bestaan uit natuurlijk materiaal.

Voor zover de woning van het bedrijfshoofd die de visteelt als beroepsactiviteit uitoefent, geheel deel uitmaakt van het bedrijf, kan deze toegelaten worden indien het bedrijf bewijst minstens één arbeidskracht in dienst te hebben.

Het ontwerp moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° het is toegankelijk minstens via een berijdbare weg die de voertuigen bij of krachtens het Boswetboek mogen gebruiken;

2° het wordt opgetrokken op een plaats met een geringe waarde voor de bosbouw, de biologie of de waterbouw.

Art. 452/40. Jachthutten.

Per jachtgebied wordt er slechts één jachthut toegelaten.

Het ontwerp moet aan volgende voorwaarden voldoen :

1° het mag niet meer dan vijftientig vierkante meter grondoppervlakte innemen;

2° het bestaat uit één bouwvolume zonder verdieping, met een donkerkleurig, mat en hellend dak;

3° de opgaande muren bestaan uit hout en voor de bescherming van het bouwwerk mogen enkel donkerkleurige producten gebruikt worden;

4° het is toegankelijk minstens via een berijdbare weg die de voertuigen bij of krachtens het Boswetboek mogen gebruiken.

Art. 452/41. Vissershutten.

Vissershutten worden enkel toegestaan aan de oevers van toegelaten of natuurlijke, reeds bestaande vijvers.

Vissershutten worden slechts toegelaten indien bedoelde hutten aan de oever van één of van een groep vijvers liggen die minstens tien aren beslaan.

Aan de oever van één of van een groep vijvers wordt slechts één enkele vissershut toegelaten.

Het ontwerp moet aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° het mag niet meer dan vijftientig vierkante meter grondoppervlakte innemen;

2° het bestaat uit één bouwvolume zonder verdieping, met een donkerkleurig, mat en hellend dak;

3° de opgaande muren bestaan uit hout en voor de bescherming van het bouwwerk mogen enkel donkerkleurige producten gebruikt worden.

Art. 452/42. Aanvragen voor een vergunning of een stedenbouwkundige vergunning met betrekking tot de activiteiten bedoeld in de artikelen 452/36 tot en met 452/41 moeten verplicht met redenen worden omkleed met betrekking tot hun impact op de fauna, de flora, het waterdebiet en de kwaliteit van de waterlopen.

De bescherming van de kenmerken van een nabij gelegen plaats die erkend is op basis van de wet op het natuurbehoud van 12 juli 1973 of van de richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG mag niet in gevaar worden gebracht. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 november 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET